Les Echos

VENDREDI 27 ET SAMEDI 28 JANVIER 2023

Croissance : l'étonnante résistance américaine

● Les Etats-Unis ont terminé l'année sur une croissance vigoureuse de 2,9 %. ● La dégradation du pouvoir d'achat va néanmoins peser sur 2023. ● Reportage dans la Silicon Valley, qui affronte une vague de licenciements inédite.

// PAGES 8 ET 24

iStock

Les Echos PATRIMOINE

SPÉCIAL PLACEMENTS

Les Echos WEEK-END

La success story du Stade de France

Nouvelle année record pour LVMH

LUXE En 2022, le géant réalise 79 milliards d'euros de ventes et 14 milliards de résultat net.

Après une année 2021 historique, le numéro un mondial du luxe réalise pour la deuxième année de suite des chiffres record avec des ventes en hausse de 23 % à 79 milliards d'euros et un résultat net en croissance de 17 % à 14 milliards. LVMH, qui a récemment dépassé les 400 milliards d'euros de valorisation boursière, illustre l'extraordinaire résistance du secteur. L'attractivité des produits du groupe et sa capacité à passer, grâce à la force de ses marques, des hausses de prix supérieures à l'inflation ont très largement compensé les effets de la pandémie sur la consommation chinoise. Entre 1988 et 2022, le chiffre d'affaires du géant du luxe a été multiplié plus de trente fois. Vuitton et Dior continuent de tirer les résultats, le malletier a même réussi l'exploit de doubler ses ventes en quatre ans à 20 milliards.

// PAGE 18
ET « CRIBLE » PAGE 42

Anne-Christine poujoulat/AFP

Défilé Dior haute couture printemps-été 2023.

Réforme des retraites : pluie d'amendements à l'Assemblée

SOCIAL Quelque 7.000 amendements ont été déposés à l'Assemblée nationale sur le projet de loi retraite. Les débats commencent en commission lundi. Le groupe LR cherche à unifier ses demandes, en particulier la règle permettant à tout salarié ayant cotisé 43 ans de partir avant l'âge légal. Le Modem prône des départs anticipés pour les femmes (deux trimestres par enfant) et un bonus-malus de cotisations sur l'emploi des seniors. Le report de l'entrée en vigueur des mesures d'âge, de septembre à janvier 2024, est aussi défendu par des élus de tous bords. // PAGE 4

Emmanuel Dunand/AFP

RETROUVEZ **L'ÉDITO ÉCONOMIQUE** DE **FRANÇOIS VIDAL** TOUS LES JOURS **À 7H10**

Les Echos SUR RADIO CLASSIQUE

Et votre journée devient plus belle

M 00240 - 127 - F: 6,00 €

ISSN0153.4831 — 115e ANNÉE
NUMÉRO 23886 — 42 PAGES

Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 7,00 €. Espagne 4,90 €. Luxembourg 7,20 €. Maroc 42 DH. Suisse 11,60 FS. Tunisie 9 TND.

analyses

Emploi : l'efficacité des réformes démontrée

Par **Eric Le Boucher**

Malgré la « polycrise », le Covid, la guerre ou l'inflation, le taux de chômage a chuté à 7,3 %, son niveau de 1983. Plus de 5 millions de CDI ont été signés l'an dernier. Le nombre des inscrits à Pôle emploi a reculé de 13,4 % depuis un an. Comment expliquer cette performance ? Par les contrats d'alternance, la multiplication des microentreprises, les sorties du travail au noir… Mais pas seulement. Les réformes du marché du travail conduites par les présidents Sarkozy, Hollande et Macron ont fait baisser les coûts du travail et allégé les contraintes sociales. // PAGE 12

La gauche, combien de divisions ?
Par **Grégoire Poussielgue**

Arrêtons le sabotage de la France
Par **A. Verdier-Molinié**

La guerre en Ukraine, et après ?
Par **Jacques Attali**

Le mauvais goût des autres
Par **Sabine Delanglade**

// PAGES 11 À 14

nim MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001
Groupe Menway

Un manager de transition en 48h pour prendre en main une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

Entré dans le groupe en 1992, Koji Sato, qui dirigeait notamment jusqu'à présent la marque Lexus, se voit offrir, à « seulement » 53 ans, le titre de PDG.

Kim Kyung-Hoon/Reuters

Changement d'ère à la tête du japonais Toyota

AUTOMOBILE

Petit-fils du fondateur du groupe, Akio Toyoda cède, après treize années, le siège de PDG à son bras droit Koji Sato.

Le plus grand constructeur de la planète devrait garder la même stratégie.

Yann Rousseau
@yannsan
— Correspondant à Tokyo

C'était à la mi-décembre, sur un circuit de course, à Buriram en Thaïlande. Sur place pour participer, en tant que pilote, à une course d'endurance à bord d'une « Corolla » équipée d'une pile à combustible, Akio Toyoda, le PDG depuis treize ans de Toyota, a proposé à son bras droit, Koji Sato, de le rejoindre au bord de la piste pour un petit échange informel. « *Il y avait tellement de bruit que c'était idéal pour une discussion privée. Et je lui ai juste demandé s'il accepterait de me succéder* », racontait, jeudi soir, lors d'un échange en ligne avec la presse, à Tokyo, Akio Toyoda. « *J'étais surpris. Je ne savais pas quoi dire. J'ai accepté* », a confié Koji Sato.

Le 1er avril, le patron de 66 ans va donc quitter la direction exécutive du constructeur japonais fondé par son grand-père à la fin des années 1930, mais conservera le poste influent de président du conseil d'administration, occupé jusqu'alors par Takeshi Uchiyamada, connu pour être « le père » de la Prius.

Une nouvelle génération

Koji Sato, qui dirigeait jusqu'à présent la marque Lexus mais occupait également les postes de directeur opérationnel de Toyota et de responsable de la marque, récupérera, à « seulement » 53 ans, le titre de PDG avec pour mission de faire évoluer le groupe automobile vers une société orientée sur tous les enjeux de mobilité. « *Pour faire avancer le changement chez Toyota, j'ai estimé qu'il était préférable pour moi de soutenir un nouveau PDG depuis mon poste de président,* a justifié Akio Toyoda. *Je crois qu'au cours de mes treize années à la direction, j'ai posé les bases solides qui me permettent de passer le relais* ».

S'il n'a pas porté de profonde révolution industrielle à l'exception d'importants paris sur les modèles à l'hydrogène, Akio Toyoda s'est efforcé au fil de sa présidence de construire une entreprise résistante à la conjoncture. Refusant très vite d'enfermer Toyota dans une course aux volumes face aux autres géants européens et américains, il a poussé l'entreprise à se concentrer sur la vente de modèles assurant des marges plus solides et moins de problèmes de qualité.

Il a éprouvé cette philosophie au fil des nombreuses crises qui ont marqué sa présidence. Akio Toyoda a successivement dû faire face à la contraction du marché automobile, qui avait suivi la crise financière de 2008, aux gigantesques campagnes de rappel des modèles Toyota défectueux, notamment aux Etats-Unis puis à la déstabilisation de ses chaînes d'approvisionnement provoquée par le tsunami de mars 2011 au Japon. Plus récemment, ce sont les fermetures d'usines touchées par la pandémie de Covid et les pénuries de semi-conducteurs qui l'ont forcé à animer un management de crise.

Sous sa présidence, le chiffre d'affaires et les profits opérationnels n'ont cessé d'augmenter et Toyota a repris à Volkswagen puis consolidé son titre de plus grand constructeur de la planète. Avec ses différentes marques (Toyota, Lexus, Hino, Daihatsu…), il fabrique désormais plus de 10 millions véhicules par an et détient la plus grande capitalisation sur la Place de Tokyo. Malgré un léger recul de 0,63 %, jeudi, de son titre, Toyota Motor est valorisé à hauteur de 31.000 milliards de yens, soit 219 milliards d'euros.

Un ingénieur au volant

Peu disert, dans ses premières interventions, sur ses intentions stratégiques, Koji Sato a simplement laissé entendre qu'il comptait suivre les pas de l'actuel PDG et espérait pouvoir rester impliqué dans la conception de nouveaux modèles, comme il le fait depuis son entrée chez Toyota. Il avait intégré la société en 1992 juste après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en mécanique à la prestigieuse université de Waseda de Tokyo. Il a ensuite travaillé sur plusieurs générations de la Corolla, sur les nouvelles motorisations puis sur la nouvelle stratégie de Lexus, avec toujours le souci de casser l'image de « voiture de papa » qui colle encore aux marques de Toyota. Quand l'actuel patron parlait de rendre ses modèles plus « sexy », l'ingénieur anglophone promettait, lui, de leur donner plus de « zest ».

Electrosceptique

Comme Akio Toyoda, il estime que les véhicules à batteries électriques ne sont pas la seule option dans la construction d'une mobilité moins polluante en rejets de CO2. « *Nous devons avoir une approche à 360 degrés* », a réaffirmé le cadre, ce jeudi soir, en reprenant fidèlement un slogan cher à son actuel leader.

Si Toyota a considérablement dopé ses investissements dans l'électrification de sa gamme sous la présidence de Toyoda et assure toujours qu'un tiers de ses ventes sera constitué, à l'horizon 2030, de modèles fonctionnant à 100 % sur des batteries, le groupe continue de pousser ses solutions hybrides, de développer des véhicules alimentés par des piles à combustible, comme la Mirai, et d'améliorer ses moteurs thermiques.

Le numéro un mondial de l'automobile reste convaincu qu'une conversion rapide au 100 % électrique, telle qu'elle est notamment poussée en Europe, est une impasse économique et technologique qui ne tiendrait ni compte des besoins différenciés des consommateurs, en fonction de leurs zones géographiques ou de leurs besoins, ni des capacités limitées de la production mondiale de batteries. ■

219

MILLIARDS D'EUROS
La valorisation de Toyota, qui produit plus de 10 millions véhicules par an et détient la plus grande capitalisation sur la Place de Tokyo.

Feu vert pour la refonte de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi

AUTOMOBILE

Une visioconférence réunissant les dirigeants des trois groupes a validé jeudi le projet de remise à plat de la gouvernance de l'alliance.

L'annonce officielle interviendra début février.

Lionel Steinmann
@lionelSteinmann

Cette fois, on y est presque. Après des mois de négociations, le conseil de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi a approuvé jeudi le projet de refonte des relations qui unissent les trois constructeurs. Il reste encore à obtenir l'aval d'ici à quelques jours des trois conseils d'administration (ce qui ne devrait plus poser de problème), avant une officialisation dans la foulée.

Celle-ci est envisagée le lundi 6 février, avance l'agence Reuters, les trois entreprises se refusant à tout commentaire. La fenêtre de tir est très étroite : les dirigeants de Mitsubishi doivent être au Japon le 3 février pour présenter les résultats trimestriels du groupe, et ceux de Nissan doivent faire de même le 9. En tenant compte des allers-retours en avion, cela laisse peu de créneaux pour réunir tout le monde en Europe entre ces deux dates.

Rendez-vous à Londres

La présentation devrait se tenir à Londres, afin de toucher plus facilement les analystes financiers (la plupart sont basés à la City). Nissan semble apprécier également que cet accord, qui doit le mettre sur un pied d'égalité avec Renault dans la gouvernance de l'alliance, soit présenté en terrain « neutre », et non à Paris.

Signe que l'affaire était entendue, le président de Renault Jean-Dominique Senard et le directeur général Luca de Meo ont pu s'épargner un trajet au Japon : la réunion du conseil de l'alliance s'est tenue en visioconférence, chacun restant chez soi. Comme l'avait rapporté « Les Echos », les étapes décisives avaient été franchies le 9 janvier, lorsque l'Etat français a indiqué son soutien formel à l'opération, puis le 17, lorsque les administrateurs indépendants de Nissan ont décidé de soutenir unanimement le projet.

Rééquilibrage des droits de vote croisés (portés à 15 % de chaque côté), création d'un trust pour accueillir les actions excédentaires de Renault chez Nissan, prise de participation du constructeur japonais dans la future entité de son allié français consacré aux voitures électriques… Les principales dispositions de cette « alliance 2.0 » sont déjà connues.

Il reste désormais à savoir quels seront les projets communs que les deux constructeurs entendent lancer grâce au dégel de leurs relations. Côté français, la perspective de ces coopérations concrètes était une condition sine qua non pour convaincre l'Etat-actionnaire d'accepter le rééquilibrage de la gouvernance.

Des collaborations en Inde et ailleurs

Lorsque les discussions ont débuté l'an dernier, Luca de Meo et ses équipes ont identifié une dizaine de projets prometteurs, susceptibles de donner au Losange des volumes supplémentaires et une présence accrue hors d'Europe. Ceux qui ont été retenus seront dévoilés à Londres.

La piste d'une collaboration accrue en Inde, quatrième marché automobile mondial semble d'ores et déjà acquise : les deux constructeurs y détiennent une usine en commun, capable de produire 400.000 voitures par an. De surcroît, Nissan, qui vient d'arrêter sa marque Datsun, n'a plus d'offre sur place. Mais des partenariats dans d'autres zones géographiques devraient également être annoncés. ■

la Story

ÉCOUTEZ NOTRE PODCAST LA STORY

Luca De Meo, l'homme qui veut électrifier Renault
dans « La Story », le podcast d'actualité des « Echos ».

à suivre

Maisons du Monde a un nouveau patron

DISTRIBUTION Le distributeur de meubles et objets Maisons du Monde a annoncé mercredi un chiffre d'affaires 2022 en baisse de 5,1%, à 1,24 milliard d'euros, ainsi que la nomination d'un nouveau directeur général qui vient de Carrefour. François-Melchior de Polignac remplace Julie Walbaum, dont le mandat de directrice générale s'achèvera le 15 mars prochain. Après vingt-deux années passées chez Carrefour, il occupait la direction de la Belgique pour le distributeur alimentaire. Fin mai, Maisons du Monde avait révisé en baisse ses prévisions pour l'année.

EY lance un plan social en Allemagne

CONSEIL Le scandale comptable Wirecard a provoqué une nouvelle secousse en Allemagne. La branche allemande du cabinet du conseil EY, ébranlée par la faillite de cette fintech allemande qu'elle auditait, lance un plan social. Une quarantaine de postes d'associés répartis dans l'audit et le conseil et 380 postes administratifs seraient concernés sur un effectif de 12.000 personnes, selon les informations du FT et de l'AFP. L'entreprise qui ne confirme pas ces estimations promet de favoriser des solutions volontaires. EY reste menacé par une action de groupe dans cette affaire.

Christoffer Lomfors

Saab vend des armes antichar à la France

DÉFENSE La société suédoise Saab a annoncé une commande de l'armée française pour ses armes antichar AT4 pour 24 millions d'euros à livrer cette année. Arme portable légère d'usage unique et bon marché, l'AT4 est un des best-sellers du groupe suédois et une des armes antitanks les plus répandues. La famille AT4 est connue sous le nom de Roquette NG (Nouvelle Génération) en France qui, après appel d'offres, a sélectionné à nouveau les roquettes AT4 de Saab pour l'armée de terre française contre les offres de Rafael et MBDA.

COMMUNIQUÉ

AVIS D'INFORMATION DU PUBLIC

FUTERRO SA : PROJET DE BIORAFFINERIE À SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE (76)

Futerro, société belge pionnière dans la production d'acide polylactique (PLA), porte un projet de bioraffinerie entièrement intégrée sur la commune de Saint-Jean-de-Folleville, au sein de la zone industrielle portuaire de Port-Jérôme 2, sur l'agglomération Caux Seine Agglo.

En application de l'art. L.121-8-II du Code de l'environnement, Futerro a décidé de saisir la Commission nationale du débat public (CNDP). Conformément à l'art. R.121-3 du Code de l'environnement, le présent avis présente les objectifs et principales caractéristiques du projet.

Le projet prévoit la construction de 3 entités de production couvrant l'ensemble de la chaîne de production : unité de fermentation transformant le glucose en acide lactique, unité de polymérisation transformant l'acide lactique en PLA, unité dédiée eu recyclage moléculaire du PLA. L'installation aurait une capacité de production de 75 000 t de PLA par an. L'investissement total est d'environ 500 millions d'euros.

L'objectif est de conforter l'indépendance européenne dans la production, la consommation et le traitement de bioplastique en présentant une alternative biosourcée, compostable et recyclable aux pétroplastiques. Il s'agirait de produire du PLA issu de la fermentation du sucre de blé avec des matières premières européennes, principalement françaises, à destination du marché européen. Le démarrage des opérations de production est prévu pour mi 2026.

Les communes concernées par le périmètre de la concertation seraient a minima les suivantes : Saint-Jean-de-Folleville, Saint-Antoine-la-Forêt, Saint-Nicolas-de-la-Taille, Tancarville, Quillebeuf-sur-Seine, Saint-Aubin-sur Quillebeuf, Port-Jérôme-sur-Seine, Lillebonne.

Ayant saisi la CNDP, le maître d'ouvrage procédera à la procédure de concertation préconisée. Toute personne intéressée pourra consulter le dossier afférant au projet sur le futur site internet de la concertation (URL à définir, elle sera communiquée 15 jours avant l'ouverture de la concertation), lors des temps d'échange et dans les mairies des communes citées précédemment. Pour plus d'informations : www.debatpublic.fr